

LA COMMUNE DE 1871

1) LE MOUVEMENT OUVRIER A LA VEILLE DE LA COMMUNE

Durant le second empire, de 1852 à 1870, la bourgeoisie connaît en France, sous le règne de Napoléon 3, un enrichissement sans précédent : « La curée », « Au bonheur des Dames » d'Emile Zola, romans de Balzac etc... Même si la France reste un pays surtout agricole, bien moins industrialisé que l'Angleterre, des concentrations industrielles se constituent dans certaines villes : Lyon, Rouen, Bordeaux .

Les Forges de Schneider au Creusot rassemblent 10500 ouvriers ; à Paris l'entreprise métallurgique Call compte 2000 ouvriers, la fabrique d'armes Lefauchaux, 2000. Cependant à Paris petits artisans et petits patrons sont les plus nombreux : à Paris même, 7,4% des patrons ont plus de 10 ouvriers.

Loin d'améliorer le sort des ouvriers, les progrès techniques ont rendu encore plus difficiles leurs conditions de vie : journée de travail de plus de 12h, travail des enfants, chômage très élevé non indemnisé, pas de droits sociaux, pas de soins, pas de salaires suffisants pour les logements etc...

Les sociétés ouvrières, politiques ou d'entraide se multiplient. Le mouvement ouvrier est dominé par le courant proudhonien qui influence au début la section française de l'Internationale ouvrière (AIT, 1ère Inter créée en 1864) et par le courant blanquiste. Il est marqué par l'expérience de la révolution de 1848 qui a été le premier affrontement direct et clair entre la bourgeoisie et le prolétariat. D'alliés les bourgeois se sont faits les fusilleurs de la révolution ouvrière. La leçon politique tirée par Blanqui (Toast de Londres de 1851) et par Marx ne sera pas oubliée par la classe ouvrière.

Suite à la crise économique de 1867, les mobilisations se multiplient contre la misère : pour n'en citer que quelques-unes :

- Janvier 69, grève des cotonniers à Sotteville-Les-Rouen
- Été 69 : grève des ouvrières de la soie à Lyon, des tisserands de Rouen, des fileurs d'Elbeuf.

Au début de 1870 la section française de l'AIT compte 245 000 membres inscrits (il n'y avait que 500 adhérents 4 ans avant).

2) LA GUERRE DE 1870- LA FIN DE L'EMPIRE

Usé par 20 ans de pouvoir dictatorial le régime de Napoléon 3 est à bout de souffle. Ce pouvoir finissant s'est lancé dans la guerre contre la Prusse (Allemagne) espérant détourner les mécontentements contre l'ennemi extérieur. Mais cette aventure guerrière, très meurtrière se solde par un fiasco : l'armée française subit défaites sur défaites jusqu'à celle de Sedan, le 2 Septembre 1870 où Napoléon 3 est fait prisonnier lui-même avec toute l'armée !

L'Empire s'effondre et le **4 Septembre 1870, la République est proclamée**

Le peuple parisien envahit l'Assemblée. Sous la pression populaire, Gambetta prononce la déchéance du gouvernement. Les députés républicains sont portés en triomphe à l'Hôtel de Ville et proclament un peu contraints et forcés la République. Un gouvernement est formé, le « gouvernement des Jules » : Jules Favre, Jules Ferry, Jules Trochu, Gambetta, Crémieux. Il est le représentant de la gauche bourgeoise, pas du Paris révolutionnaire. Il y a consensus pour ce gouvernement au début mais la population parisienne ne lui fait pas confiance et reste très mobilisée. Des comités de vigilance s'organisent.

3) LA MATURATION REVOLUTIONNAIRE D'OCTOBRE 1870 à MARS 1871

Dès fin Septembre est élu **le comité des 20 arrondissements** :

Dans chaque arrondissement de Paris, est formé un comité de vigilance chargé de contrôler les maires et d'accueillir les réclamations. Chaque comité nomme 4 délégués. L'ensemble des délégués forme un comité central des 20 Arrdts. Il devient rapidement pour reprendre l'expression de C. Talès « Le cœur du Paris révolutionnaire ». Là se côtoient les internationalistes : Lefrançais, Malon, Pindy ; les blanquistes : Ferré, Rigault, Flourens ; des intellectuels gagnés à la république sociale : Vallès, Vermorel ...

- **Le siège de Paris**

Le 19 Septembre 1870, l'armée prussienne commence le siège de la capitale qui va durer 5 mois, de longs mois de privations, de souffrances : au bout de plusieurs semaines il n'y a plus de nourriture ; les pauvres qui n'ont pas de réserve et pas d'argent pour acheter auprès des spéculateurs, pas moyen de s'enfuir (cf la nouvelle de Guy de Maupassant « Boule de Suif »), meurent de faim. On mange les chiens, les chats, les rats, les animaux du zoo, même l'éléphant y passe.

Le 31 Octobre le bruit court d'une capitulation, le gouvernement n'a toujours pas organisé les élections promises : marche sur l'hôtel de ville et tentative de destitution du gouvernement.

Le 22 Janvier : Thiers est mis à la tête du gouvernement. Il annonce qu'un armistice est signé avec Bismarck. L'annonce de la capitulation rend ce gouvernement encore plus ignoble aux yeux du peuple parisien. Comme l'écrit Lissagaray : « Paris avait tout accepté d'avance, la famine, la peste, l'assaut, tout sauf la capitulation ».

Deux bataillons de la garde nationale marchent sur l'Hôtel de ville en criant « Mort aux traîtres ». Après la signature de l'armistice, la majorité des gardes nationaux refusent de rendre les armes.

Qu'est-ce que la garde nationale ?

En 1793, c'était la garde bourgeoise car chaque membre devait s'équiper à ses frais. En 70, elle change de nature sociale quand Napoléon incorpore tous les hommes valides pour la guerre des – de 40 ans avec équipement fourni gratuitement et une solde de 1,50 par jour plus 25 sous supplémentaires s'il est marié. Il y a donc un afflux de pauvres qui se portent volontaires.

15 février : élection du Comité Central de la Garde Nationale

Suite à l'armistice l'armée prussienne doit entrer dans Paris. Cela crée une effervescence particulière. La garde nationale qui représentait 200000 homes était armée puisqu'elle avait refusé de rendre les armes : armée de 450 000 fusils et 2000 canons. C'était le peuple en arme. Elle décide de créer un comité central de la GN pour organiser la défense de Paris. Le comité central comprend 3 délégués par arrondissement élus sans distinction de grade. Ils sont éligibles et révocables à tout moment. Avec le comité des 20 arrondissements un nouveau pouvoir populaire se constitue.

Le 26 février l'armée parisienne entre dans Paris. La garde nationale emmène les 2000 canons sur les hauteurs de Paris dans les quartiers populaires comme Montmartre, Belleville. Les gardes nationaux les considèrent comme leur propriété : ils les ont achetés pendant le siège par souscription.

La bourgeoisie ne peut pas tolérer une telle république appuyée sur un peuple en armes, grosse de revendications politiques et sociales. Il lui faut briser la population parisienne et pour commencer, la désarmer.

Le gouvernement de Thiers multiplie les provocations cherchant l'affrontement.

L'Assemblée nationale vomie du peuple choisit Versailles pour nouvelle capitale et non plus Paris. Elue le 8 février elle est très conservatrice (400 monarchiste sur 750 députés). Voilà

comment Lissagaray la décrit : « Notoriétés de bourg, châtelains obtus, mousquetaires écervelés, dandys cléricaux, tout un monde insoupçonné des villes rangé en bataille contre ce Paris l'athée, la révolutionnaire qui avait fait 3 républiques et bousculé tant de dieux ! »

Cette assemblée de Versailles prend une série de décisions qui sonnent comme des provocations :

- suppression de la solde du garde national
- interdiction de 6 journaux républicains
- condamnation à mort de Flourens et Blanqui
- refus de suspendre le paiement des loyers en retards à cause du siège. Cela condamne à l'expulsion et à la faillite des centaines de milliers d'ouvriers et d'artisans démunis d'argent à la suite du siège.

Dans cette situation explosive, le gouvernement de Thiers met le feu aux poudres.

4) **REVOLUTION : 18 MARS 1871 . « Le prolétariat parisien s'élançait à l'assaut du ciel » (Karl Marx – *la guerre civile en France*)**

L'étincelle est la décision de Thiers de reprendre les canons aux parisiens. La nuit du 18 mars 20 000 hommes de troupe sortent des casernes. La colonne principale commandée par le général Lecomte se dirige vers Montmartre où sont entreposés des centaines de canons. Les canons sont vite pris mais il faut les emmener et il manque des attelages. L'opération s'avère plus longue que prévu. A 7 h du matin, Paris s'éveille.

[Lissagaray : « Les boutiques matinales s'ouvrent autour des laitières, devant les marchands de vin ; on parle à voix basse. On se montre les soldats, les mitrailleuses braquées contre les voies populeuses, sur les murs, les affiches toutes humides encore, signées de Thiers et de ses ministres. Les femmes levées tôt alertent tout le monde.]

Les gardes nationaux battent le rappel. Dès 8h ils sont des centaines à remonter la Butte Montmartre. Entre les troupes du gouvernement et les gardes nationaux une foule immense se masse. Le général Lecomte commande à la troupe de faire feu sur la foule. Les soldats mettent crosse en l'air. A 9h du matin, la Garde nationale a repris les canons. Les généraux Lecomte et Thomas, l'un des fusilleurs de 48 sont arrêtés et fusillés par leurs propres soldats. Il n'a fallu que quelques heures au peuple de Paris pour faire s'écrouler le projet de Thiers.

Thiers et son gouvernement fuient à Versailles

Après cette défaite un vent de panique souffle sur le gouvernement de Thiers, privé d'armée passée en majorité du côté des insurgés à la merci des manifestants armés, il décide d'évacuer Paris pour refaire une armée à Versailles.

Tout ce que la société compte de bourgeois, de royalistes de curés suit Thiers et son gouvernement à Versailles. Tous les fonctionnaires, dirigeants des ministères et des administrations fuient aussi désorganisant tout, emmenant tout ce qui est précieux.

[Citons encore Lissagaray : « Octroi, voirie, éclairage, halles et marché, assistance publique, télégraphes, tous les appareils digestifs et respiratoires de cette ville, il fallait tout réorganiser. Certains maires avaient enlevé les cachets les registres et les caisses de leur mairie. L'intendance militaire abandonnait sans un sou 6000 malades dans les hôpitaux et les ambulances. Il n'était pas jusqu'au service des cimetières que Mr Thiers n'eut essayé de détraquer. »]

Les insurgés relèvent le défi : face au vide étatique, le comité central de la garde nationale prend le pouvoir politique. Le peuple parisien s'organise et très vite il va faire refonctionner les hôpitaux, les postes, le télégraphe, le ravitaillement, les transports etc... Le 18 mars, le Comité central de la Garde nationale déclarait :

« Le prolétariat a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en mains ses destinées et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir. »

L'enthousiasme qui déferle sur Paris fait oublier que l'ennemi de classe est toujours là aux portes de Paris et dans le reste du pays. Rien n'est tenté alors contre Versailles alors que le rapport de force est favorable aux insurgés parisiens : 100 000 gardes nationaux armés contre 22 000 hommes de Thiers le moral dans les talons.

Election de la commune le 26 mars 1871

Le comité central de la garde nationale veut légitimer le nouveau pouvoir avec pour certains dirigeants l'illusion que si la commune est élue les adversaires seront obligés de s'incliner devant ce nouveau gouvernement ; C'est bien méconnaître la bourgeoisie qui est prête à tout pour conserver le pouvoir.

Les quartiers riches élisent des représentants bourgeois qui vont très vite se retirer de la Commune. Les quartiers populaires élisent pour un tiers des ouvriers (25 sur 80). Sont élus :

- 43 membres du C.C. de la garde nationale
- Blanqui est élu alors qu'il est en prison
- Une douzaine de Blanquistes (Eudes, ferré, Rigault)
- Une quinzaine d'internationalistes (Frankel, Malon, Varlin)
- Plus des individualités républicaines, des jacobins nostalgiques de la révolution française, des romantiques, des artistes...

C'est la commune qui exerce le pouvoir. Le comité central de la Garde nationale existe toujours à côté.

Le 29 mars, la Commune forme 10 commissions qui vont beaucoup travailler. Paris appartient à ceux qui travaillent et produisent et c'est efficace.

En quelques semaines, Paris revit : rapidement les services publics sabotés par Thiers sont remis en route. La commission des subsistances assure le ravitaillement et la lutte contre la spéculation. Pour la première fois depuis longtemps les pauvres de Paris mangent à leur faim. La poste sous la direction du ciseleur Theisz est remise en marche en 48h avec ¼ du personnel. Il en est de même des télégraphes, des enregistrements, des domaines, des finances, des contributions. Treillard s'occupe de la réorganisation de l'Assistance publique (hôpitaux) totalement disloquée. La commission Travail et échange sous la direction de l'internationaliste Léo Frankel affirme son caractère ouvrier et fait appel aux initiatives, aux suggestions des syndicats et des organisations ouvrières. Elle s'attaque au chômage Elle décide de remettre en route les nombreux ateliers abandonnés, des associations de travailleurs de type coopératif sont chargées de les remettre en route. Les propriétaires devaient être indemnisés.

Intervention dans les rapports capital/travail :

Suppression du travail de nuit pour les boulangers

Demande d'application de la journée de 8h demandée par Frankel/ Application de la journée de 10h par les ateliers.

Elle a créé dans chaque mairie un bureau de placement. Elle a réquisitionné les logements vacants. Elle a décidé que les ateliers abandonnés seraient attribués aux coopératives ouvrières de production. Elle a suspendu la vente des objets au Mont-De-Piété et décrété pour certains le dégageement gratuit. Elle a supprimé les amendes et retenues sur les salaires. Dans le domaine de l'enseignement : laïcisation Elle a séparé l'Eglise de l'Etat, attaqué des instruments de charlatanisme de plusieurs églises, dénoncé les mauvais traitements subis par les pensionnaires dans des établissements religieux.

Bien que la commune affirme son caractère patriotique, anti-prussien, elle adopta comme emblème le drapeau rouge, elle détruisit la colonne Vendôme symbole de l'impérialisme

français. La Commune a eu peu de temps d'existence et elle n'a donc pas eu le temps de mettre en place beaucoup de mesures mais elle a œuvré dans le domaine social et fait plus en quelques semaines que tous les gouvernements précédents réunis.

insuffisances :

Il n'est pas question d'idéaliser la Commune. Elle a eu des faiblesses :

- Elle n'a pas touché à la Banque de France alors qu'elle possédait la fortune du pays. Elle était le nerf de l'ennemi, la caisse. Hors d'elle pas de finances pour l'armée populaire, pas de finances pour faire fonctionner l'économie. Lissagaray fervent communard dit ceci : « Pendant que la Commune obtenait juste de quoi ne pas mourir de faim (au total 20 240 000F), la Banque de France acceptait 257 637 000F de traites tirées sur elle par Versailles pour combattre Paris. »
- Sur le plan militaire désorganisation, incapacité d'organiser la défense de Paris.
- Isolement du Paris révolutionnaire par rapport à la province.

Peut-on en déduire que la Commune n'était pas si révolutionnaire puisqu'elle n'a pas pénétré dans la caverne des brigands qu'est la Bourse, qu'elle n'a pas mis le grappin sur la Banque de France ? Et qu'elle ne s'est pas attaquée à la propriété privée. Qu'est-ce qui a permis à Marx de voir dans la Commune un état d'un type nouveau, le premier état prolétarien même embryonnaire ?

5) UN ETAT D'UN TYPE NOUVEAU

La Commune est révolutionnaire moins par les mesures qu'elle a prises que par son existence même. Un gouvernement honnête, des dirigeants qui gagnaient 15F par jour, des hommes qui prenaient des mesures d'urgences en même temps qu'ils faisaient le feu sur les barricades, des hommes sincères qui se sont battus et sont morts pour leurs idées. Cela reste chose rare.

Cela suffit en tout cas à prouver que ces dirigeants là n'avaient rien à voir avec le personnel politique de la bourgeoisie. Ils étaient différents en tout. Ils ont fait des choses différentes en tout.

Le vieil appareil d'Etat bourgeois, le gouvernement, la police, l'armée du second empire, l'Assemblée de Versailles, il ne restait rien à Paris. Paris s'est donc donné son propre gouvernement. La première initiative de la Commune a été en effet d'abolir l'armée permanente et de la remplacer par l'armée du peuple. Le comité central de la garde nationale entendait élire seul son commandement comme les gardes nationaux entendaient choisir leurs chefs à tous les niveaux.

Tout cela s'est fait un peu par surprise, sans avoir la volonté consciente de prendre le pouvoir. Le peuple de Paris, puisque le gouvernement et l'Etat bourgeois avaient laissé la place prenait des mesures de bon sens et de justice qui correspondaient aux vœux de la majorité de la population. Mais ce peuple en armes qui choisissait ses chefs et discutait des décisions c'était quelque chose d'extraordinaire. Une armée qui n'obéit pas au gouvernement central, une armée qui n'obéit qu'à la population, qui est la population, qui en exprime la volonté armée, voilà qui ne s'était jamais vu !

Il y avait une interpénétration étonnante entre la population et les organes du pouvoir et c'est ce qui caractérise fondamentalement la Commune et lui donne son caractère prolétarien et profondément démocratique.

Il en sera de même pour la police, pour la magistrature, pour l'administration. Plus de gendarmerie, plus de corps spécialisé et incontrôlé, plus de juges et de magistrats formant une caste coupée du peuple. Toutes les fonctions étatiques étaient remplies par des employés communaux, contrôlables et révocables à tout instant. La Commune a remplacé la toute

puissance parasitaire et répressive de l'Etat bourgeois par les principes simples de la représentativité par ceux qui travaillent de gens comme eux élus, contrôlables et révocables. Et pendant les 9 semaines qu'a duré la Commune, Paris a été tout à l'ivresse de la liberté, de la joie de décider de son sort. Paris n'avait jamais été aussi calme, aussi sûr. Les banquiers, les hommes politiques, les chefs d'industries, les nobles et les gros propriétaires avaient déserté la capitale, suivis par la pègre.

Comment ces ouvriers ignorants, ces instituteurs mal payés, ces écrivains méprisés ont-ils pu diriger, faire fonctionner les entreprises, les administrations ? La bourgeoisie justifie son pouvoir entre autres par sa capacité à gérer la société : elle a ses techniciens, ses administrateurs, ses spécialistes économiques et politiques.

La Commune avait de son côté la force et le bon sens des producteurs : ceux qui travaillent et produisent savent faire, et le courage ne manque pas ! Elle avait pour elle l'adhésion massive de la population et son imagination créatrice à travers les multiples clubs, sociétés qui se sont créés. Les citoyens, les opprimés ont pu s'exprimer et les femmes n'ont pas été les dernières à faire entendre leur voix, ces femmes généreuses et passionnées de justice ont participé à la Commune et aux combats de rue.

En fait la Commune de Paris a été la représentation du peuple de Paris, l'expression la plus large de la démocratie prolétarienne. Mais la Commune était aussi par son existence la preuve que la classe ouvrière peut exercer le pouvoir remplacer l'Etat bourgeois par autre chose de radicalement différemment. C'est bien ce qui était insupportable pour la bourgeoisie. Son pouvoir était en jeu et elle était prête à tout pour le reconquérir, y compris elle n'hésiterait pas à utiliser les moyens les plus sanglants.

6) LA SEMAINE SANGLANTE

Les Versaillais entrent dans Paris le dimanche 21 Mai. Ils ne rencontrent pas de résistance. Les communards se sont peu ou mal préparés à la résistance. Ils manquent de troupes organisées d'armes, de munitions. Dans le quartier rive gauche, bord de Seine, les défenses sont élevées seulement le lundi 22 mai. Le mardi commencent celles du quartier St-Michel et de la place Maubert. De nombreux endroits dans la ville n'ont pas de barricades.

Le Mardi 23 Mai cependant, les insurgés travaillent avec acharnement. Aux appels du tocsin des volontaires arrivent nombreux. Mais au Nord, Mac Mahon a soigneusement préparé l'attaque de Montmartre, la Butte rouge. 30 000 hommes donnent l'assaut. Les barricades en face sont trop faibles. Ailleurs malgré la résistance héroïque des communards les versaillais avancent. Les fédérés collent des affiches demandant aux soldats de ne pas tirer. Les soldats ne sont pas les mêmes que le 18 mars. C'est une troupe féroce.

Les communards sentant qu'ils perdent pied font des gestes de désespoir : ils tuent des otages, brûlent des édifices qui représentent des institutions. L'Hôtel de ville est évacuée et brûlée mais cela ne change pas le rapport de force défavorable.

Le dimanche 28 mai au bout d'une semaine, la Commune meurt. De bonne heure les Versaillais se glissent derrière les derniers défenseurs le long des fortifications. Une à une les barricades sont prises. A midi La Commune a tiré son dernier coup de canon. Mais dans Paris on entend une autre fusillade : celle des pelotons d'exécution. Elle dure depuis une semaine déjà, les Versaillais ont commencé à massacrer les fédérés et avec eux la population parisienne. Ce sera le plus grand massacre que connut le mouvement ouvrier français. La bourgeoisie veut faire payer au peuple de Paris la peur qu'elle a eue et surtout elle veut enlever à tout la population pauvre l'envie de recommencer en ne laissant que le souvenir de la terreur, noyer dans un bain de sang toute idée subversive, massacrer pour être tranquilles longtemps. Les généraux, les parlementaires conservateurs se vengent. L'armée de Bismarck prête main forte à Thiers.

- dès le début la massacre des prisonniers devint habituel.
- Pas de pitié pour ceux, qui sans avoir pris les armes sont soupçonnés d'avoir combattu pour la Commune. On fouille les maisons, exécute les occupants si on trouve une vareuse, un pantalon militaire. Il suffit d'avoir les mains noires pour être fusillé.
- On imagine donc qu'il n'y eut aucune pitié pour les dirigeants connus de la Commune : la chasse aux élus de la commune, aux membres du Comité central, aux républicains ...
- Des milliers de morts, des milliers de déportés à Cayenne, en Nouvelle Calédonie.

Mais malgré ces flots de sang les versaillais n'ont pu effacer l'expérience de la commune. Pour tous les révolutionnaires des générations suivantes jusqu'à aujourd'hui cette révolution est une source d'enseignements :

1°) Comme dans toutes les révolutions qui vont suivre, les révolutionnaires et le peuple loin de se montrer violents, sanguinaires se laissent illusionner durant la période de victoire. Alors que la victoire n'est pas acquise tant que l'appareil d'Etat bourgeois n'est pas complètement détruit et mis hors d'Etat de nuire. « Ceux qui font les révolutions à moitié se creusent à eux-mêmes leur propre tombeau » (Saint-Just).

2°) Les opprimés ne peuvent rien reprendre de l'ancien appareil d'Etat bourgeois. Ils doivent inventer une autre forme d'Etat radicalement différente.

3°) La Commune a montré pour la première fois quel type d'Etat pouvait remplacer l'ancien. Après l'image repoussante donnée par la dictature stalinienne, il est fondamental de revenir à la Commune afin de montrer le caractère profondément démocratique que peut et doit avoir l'Etat prolétarien. Ce caractère démocratique fait partie intégrante de l'Etat prolétarien puisqu'il n'est pas coupé de la population puisque l'émanation de la majorité de la population laborieuse, et contrôlable directement par elle.

Mais la Commune était aussi par son existence la preuve que la classe ouvrière peut exercer le pouvoir remplacer l'Etat bourgeois par autre chose de radicalement différemment. Grâce à la Commune de Paris Marx pourra concrètement donner un contenu, une forme à « la dictature du prolétariat ». Lénine en pleine révolution russe revient dans son livre « l'Etat et la révolution » sur l'expérience de la Commune et les analyses de Marx pour réfléchir à la forme que pourra avoir l'Etat ouvrier issu de la révolution. Pour lui l'Etat prolétarien ne sera plus un Etat en tant que tel, mais un état en train de s'éteindre et voué à disparaître.

Dominique Pierre – npa Rouen.